

À L'APPEL DU RCD

Imposante marche citoyenne à Béjaïa

La rue béjaouie a grondé, hier, à l'appel du RCD contre l'état d'urgence et le système politique en place. Le RCD de Béjaïa, soutenu par plusieurs associations locales, à l'image du Collectif étudiantin pour la sauvegarde de la citoyenneté de l'Université de Béjaïa et de l'Association des victimes d'Octobre 1988, a réussi le pari de faire sortir des milliers de personnes dans la rue pour manifester leur ras-le-bol face à ce qu'ils ont qualifié de «système de gouvernance par la corruption mis en place dans le pays».

Ils étaient plusieurs milliers de personnes, venues des différentes localités de la wilaya, à converger tôt dans la matinée d'hier vers l'esplanade de la Maison de la culture Taos-Amrouche pour prendre part à la

marche citoyenne initiée par le bureau régional du RCD de Béjaïa sous le slogan «dignité, justice et liberté». Des étudiants de l'Université Abderrahmane-Mira, des syndicalistes autonomes du Cnapest, du CLA,

des membres de l'AVO 88 et des lycéens ont participé à la marche.

Dans une parfaite organisation, la manifestation s'est ébranlée vers les coups de 10h30 dans le calme pour prendre la direction du siège de la wilaya. Dans une ambiance haute en couleur, la foule, qui grossissait au fur et à mesure du trajet, a repris à tuer tête des slogans hostiles au pouvoir. «Bouteflika dégage», «Chômage, harraga : programme Bouteflika», «Pouvoir assassin» ont été autant de slogans repris à gorges déployées par les manifestants qui ont investi la rue pour éructer leur colè-

re contre le pouvoir en place et exiger un changement radical du système politique.

Devant le siège de la Wilaya, un imposant rassemblement a été observé.

Prenant tour à tour la parole, les députés du RCD, Athmane Mazouz, Derguini Boubekeur et Lila Hadj-Arab ainsi que le sénateur de Tizi-Ouzou du parti de Sadi, Ikherbane Mohand, et Réda Boudraâ, responsable du bureau régional de Béjaïa du Rassemblement, ont fustigé le pouvoir «tyrannique, illégitime et corrompu incarné par Bouteflika». Par ailleurs, au terme de cette action citoyenne observée

dans le calme et la dignité, à travers une déclaration rendue publique, le RCD de Béjaïa s'est félicité de cette mobilisation massive des citoyens qui se sont exprimés pacifiquement pour réclamer «le départ du régime et la fin du règne de l'abus et de l'arbitraire». «Le pouvoir, qui n'a de cesse opposé la répression comme seul langage face aux revendications légitimes du peuple algérien, vient d'être démasqué par une mobilisation pacifique, signe de responsabilité et de civisme d'un peuple face à un régime violent, illégitime, corrompu et autiste», note le RCD de Béjaïa dans son

document. «Une mobilisation qui renforce la conviction du RCD et de l'ensemble de ses soutiens pour qu'enfin les valeurs de Novembre et de la Soummam soient consacrées en imposant une rupture totale avec le régime», poursuit le bureau régional du RCD de Béjaïa, qui se joint à l'appel pour la marche lancé par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie, en exhortant l'ensemble des citoyennes et citoyens à y prendre part le 12 février 2011, à Alger.

A. Kersani

COORDINATION NATIONALE POUR LE CHANGEMENT ET LA DÉMOCRATIE

L'itinéraire de la marche du 12 février déterminé

La marche nationale pacifique à laquelle la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) a appelé pour le samedi 12 février 2011 à Alger s'ébranlera de la place du 1^{er}-Mai vers la place des Martyrs. L'itinéraire de la marche a été rendu public hier par la Coordination qui a aussi informé que la manifestation se déroulera à partir de 11 h.

Farid S. - Alger (Le Soir) - Le comité d'organisation de la marche désigné la veille par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie est parvenu, après des débats fort constructifs, à désigner l'itinéraire de la marche et élaborer les mots d'ordre qui, au-delà de la symbolique, lui donneront un contenu et une portée. Au nombre de six, ces mots d'ordre se veulent une plate-forme consensuelle. Dans le communiqué de la Coordination rendu public hier, les Algériens sont appelés à marcher pacifiquement à Alger pour revendiquer le changement et la démocratie. Les citoyens sont conviés à cette marche pour demander la levée de l'état

d'urgence, la libération des détenus des émeutes, une Algérie démocratique et sociale, l'ouverture des champs politique et médiatique et une justice sociale. La Coordination a décidé, par ailleurs, d'introduire une demande d'autorisation pour la marche du 12 février. Regroupant des partis politiques, des syndicats, des organisations de la société civile, la Coordination nationale pour le changement et la démocratie est née du besoin de relayer et de porter les

contestations sociales que les jeunes Algériens ont exprimées avec cette année qui s'ouvre. Cette synergie entre acteurs politiques et syndicaux et animateurs de la société civile est un signe probant quant au dépassement des clivages et querelles qui, jusque-là, ont miné la scène nationale. La société a acquis en maturité, qui lui permet de structurer des dynamiques porteuses de changement.

F. S.

LE COMMUNIQUÉ DE LA COORDINATION NATIONALE POUR LE CHANGEMENT ET LA DÉMOCRATIE

La Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) informe que la marche nationale pacifique à laquelle elle a appelé pour le samedi 12 février à Alger aura lieu de la place du 1^{er}-Mai vers la place des Martyrs, à partir de 11 h.

La Coordination appelle le peuple algérien, les partis politiques, les syndicats et les associations de la société civile à s'inscrire dans la dynamique du changement pour :

- le changement et la démocratie
- levée de l'état d'urgence
- libération des détenus des émeutes
- une Algérie démocratique et sociale
- ouverture des champs politique et médiatique
- travail et justice sociale.

HANOUNE INTERPELLE BOUTEFLIKA

«Le statu quo est dangereux»

La situation en Algérie n'est pas explosive, selon l'analyse de Louisa Hanoune, mais elle avertit : le statu quo politique est dangereux. Elle interpelle Bouteflika, estimant que la politique de l'autruche menée actuellement n'est certainement pas une solution.

Nawel Imès - Alger (Ler Soir) - La secrétaire générale du Parti des travailleurs livrait sa lecture à l'ouverture des travaux du comité central du parti. Elle estime que la période actuelle pourrait être «décisive» pour peu que les bonnes décisions soient prises. Lesquelles ? Le numéro un du PT estime que l'heure est au changement.

Elle reconnaît qu'au niveau économique, un changement a été amorcé avant d'être contrarié mais qu'en matière de politique, c'est le statu quo qui prévaut. A l'origine de cette situation,

dit-elle, des courants totalement contradictoires qui cohabitent au sein des appareils de l'Etat.

Un mélange des genres entre politique et affaires qui a fini par engendrer des contradictions qui, dit-elle, ne font pas de l'Algérie une démocratie irréprochable mais pas non plus une dictature. Que faudrait-il faire pour amorcer le changement ?

La secrétaire générale du PT préconise l'ouverture d'un ébat, la levée de l'état d'urgence que plus rien ne justifie et l'ouverture des médias lourds pour amorcer un dialogue sur la nature du régime, la nature des institutions auxquelles aspirent le peuple et pourquoi pas une assemblée constituante. A ce sujet, Louisa Hanoune n'a pas changé d'avis. Elle continue de penser que le pouvoir législatif est quasi inexistant et que l'APN est en total décalage avec ce qui se passe autour. «Pas un mot sur

les émeutes, pas un mot sur ce qui se passe en Tunisie», s'exclame le numéro un du PT. Actualité oblige, les membres du comité central ont également abordé les événements qui secouent l'Egypte. Le PT suit avec intérêt ce qui s'y passe et sa secrétaire générale estimait hier que la réaction du président égyptien est en deçà des attentes des populations qui ont investi les rues. Les regards du PT restent néanmoins toujours braqués sur la Tunisie et y suit tous les développements. Sa secrétaire générale ré-expliquait hier pourquoi le scénario tunisien n'avait pas de chance de se reproduire en Algérie, rappelant que sa formation politique se tenait «prête à toute éventualité», surtout celle d'encadrer une éventuelle révolte car, estime sa première responsable, les leçons d'Octobre 1988 ont été retenues.

N. I.

SALAH GOUDJIL A ÉTÉ NOMMÉ EN QUALITÉ DE COORDINATEUR NATIONAL **Création d'une commission indépendante chargée d'assainir le FLN**

Les redresseurs du Front de libération nationale ont adopté, hier, une déclaration portant création d'une commission indépendante qui sera chargée d'assainir le comité central et d'organiser une conférence nationale. Salah Goudjil, un des principaux leaders de ce mouvement, a été nommé en qualité de coordinateur national. Le mouvement de redressement revient une nouvelle fois à la charge. Hier, plus d'une centaine de cadres du Front de libération nationale ont tenu une assemblée générale à Draria, commune d'Alger où ce mouvement a installé son quartier général. Salah Goudjil, Abdelkrim Abada, Abderrachid Boukerzaza, Mohamed-Séghir Kara, Abdelmadjid Chérif et Mohamed Bourayou figurent parmi les participants à cette rencontre dont l'unique point inscrit à l'ordre du jour est l'adoption d'une déclaration visant à réformer en profondeur le mode de gouvernance de ce parti. Cette déclaration, qui fait office d'appel aux militants du FLN, s'articule autour de trois actions majeures. La première consiste en la création d'une «commission indépendante composée de cadres reconnus pour leur militantisme avéré au sein du parti, qui aura pour mission d'assainir la liste des membres du comité central et l'épurer des intrus et arrivistes et de ceux qui ne remplissent pas les conditions statutaires». La seconde action devrait permettre «de s'attaquer aux causes de la discorde et de la division au niveau des bases militantes». A terme, le devenir du Front de libération nationale — et de Abdelaziz Belkhadem — devrait se jouer dès la mise en œuvre de la troisième action. En effet, les initiateurs de ce mouvement envisagent d'organiser «une conférence nationale» qui devrait conduire vers la tenue «d'un congrès extraordinaire» du FLN. «Cette conférence procédera à une évaluation de la situation générale du parti, se penchera sur l'examen et le traitement de la crise et proposera de nouveaux mécanismes ainsi qu'une feuille de route pour les prochaines étapes, avec l'éventualité de la tenue d'un congrès extraordinaire». Notons que cette déclaration a été signée par près de 200 cadres du FLN. Mahmoud Khoudri et El-Hadi Khaldi, tous deux membres du gouvernement, figurent parmi les premiers signataires. Pour sa part, Salah Goudjil a été désigné au poste de coordinateur national. Goudjil, qui a été l'un des premiers responsables du FLN à critiquer ouvertement la gestion de Abdelaziz Belkhadem, a été choisi pour «sa sagesse, son parcours de militant et son expérience». «Nous assistons aujourd'hui à une redynamisation de notre mouvement. C'est une phase cruciale car elle permet de regrouper l'ensemble des forces vives du parti. Actuellement, des cadres représentant 46 wilayas ont signé notre déclaration. Cela prouve que nous sommes présents sur la quasi-totalité du territoire national», précisait, hier, Mohamed-Séghir Kara au sortir de cette rencontre.

Tarek Hafid